



« I am the Law »

Kakita Toshimoko

Loi et Justice

Trois types de magistratures existent dans l'Empire d'Émeraude. Elles sont chargées de faire respecter la loi et l'ordre à Rokugan. On trouve en premier lieu les magistrats de Clan, dont la juridiction s'étend uniquement aux affaires internes à un Clan et qui est le cas échéant inféodée à la justice impériale. Ce type de magistrat ne sera pas joué lors des GNs, leurs capacités étant trop limitées pour le type de jeu pratiqué.

Les deux autres types de magistrats constituent la magistrature impériale : Magistrats d'Émeraude et Magistrats de Jade. La juridiction et la hiérarchie de ces deux magistratures est différente mais leurs prérogatives sont globalement les mêmes. Tous les magistrats de plein droit portent un badge impérial comme marque de leur statut.

La magistrature d'émeraude est inféodée au Champion d'Émeraude, actuellement Kakita Toshimoko. Celle-ci dispose par ailleurs d'une infrastructure administrative importante et d'une force armée : les légions d'émeraude, qui bien que récemment très mal financées et organisées, et en train d'être ramenée à son meilleur niveau par ordre de l'Impératrice.

La magistrature de Jade est beaucoup moins structurée et hiérarchisée, chaque magistrat tendant à agir de manière quasi-indépendante. Elle est inféodée au Conseil de Maîtres Élémentaires en l'absence d'un Champion de Jade. Seul le Conseil Élémentaire ou l'Empereur peut appeler à un Tournoi de Jade qui mettrait en place un nouveau Champion.

La juridiction des magistratures impériales, leurs devoirs et droits sont fixés par édit impérial.

Grands principes

La justice de Rokugan fonctionne de manière très différente de nos lois occidentales actuelles.

Au sein de l'Empire, les seuls aspects pris en compte sont les témoignages et des preuves physiques directes. Les déductions logiques et autres inférences ne sont pas autorisées et l'idée de résoudre par ces biais une affaire légale est inconnue, si ce n'est au sein de la très controversée famille Kitsuki. Un témoignage personnel sera toujours considéré comme la preuve la plus importante, et plus le rang de Gloire de la personne est élevé, plus son témoignage aura de poids. Ainsi, le témoignage d'un amourai prendra le pas sur le témoignage de heimins ou hinins, quelque soit leur nombre, et le témoignage d'un Daimyo prendra le pas sur celui d'un samourai de rang inférieur.

Ainsi, il est important de se rappeler que même s'il est logiquement avéré qu'un Daimyo a été assassiné par son fils, le témoignage du fils en question disant qu'il est resté dans sa chambre toute la nuit suffit à l'innocenter entièrement. La seule manière de l'inculper est alors d'obtenir un témoignage contradictoire... et si celui-ci vient d'un samourai de rang inférieur, les preuves physiques l'étayant ont intérêt à être très solides.

Habituellement, une fois qu'un criminel a été arrêté, il est censé se confesser. Une confession écrite est toujours considérée comme la conclusion finale d'une affaire. Une fois la confession obtenue, l'affaire est classée et oubliée, il n'existe pas de mécanismes permettant de rouvrir une affaire réglée.

Il est légitime pour un magistrat d'user ou de faire user de torture pour obtenir une confession. Ceci demande cependant une compétence particulière (et assez rare), qui bien que d'usage légitime dans un tel cadre est considérée comme déshonorante dans n'importe quel autre usage. Rappelez-vous également qu'une affaire ne pouvant être résolue grâce à des preuves ou témoignages l'est souvent par un duel. Une fois le duel tranché, l'affaire est réglée et aucune question ne peut plus être posée.

Il est enfin important de se rappeler que les magistrats ne sont en général pas dépourvus d'allégeance et d'implications politiques et sociales, que ce soit à titre personnel ou pour leur Clan.

Il est légitime voire conseillé pour un magistrat de prendre en compte les répercussions politiques que peuvent avoir ses enquêtes et les jugements qu'ils rends.

Exception : Vendetta

Le bushido permet à un samurai de se venger quand un membre de sa famille, son sensei ou son daimyo est assassiné. Cette vendetta est cependant soigneusement codifiée pour éviter que cela dégénère. Le meurtrier doit être parfaitement identifié par des témoins et le samurai doit demander l'autorisation de se venger au daimyo du meurtrier. Si la vengeance est acceptée, un duel à mort en public est organisé entre les deux samurai, et personne n'a le droit d'intervenir. La loi impériale empêche de déclarer une vendetta sur le gagnant du duel, car la mort du perdant est considérée comme légitime.

Juridiction des magistrats d'émeraude

Tout crime contre l'Empereur, sa famille ou ses descendants.

Tout crime contre l'Empire, dont désordres civils
Toute infraction à la Loi Impériale ou à un décret Impérial
Fugitifs ou hors-la-lois selon les critères ci-dessus.

Devoirs des magistrats d'émeraude

Le Champion d'émeraude et ses magistrats ont en charge la collecte des taxes et impôts impériaux.

Sur requête du maître du domaine, le magistrat doit protéger les dignitaires en visite.

Un magistrat doit notifier toute accusation à la famille et au supérieur de l'accusé.

Un magistrat doit fournir un rapport de ses activités en cours



au maître du domaine sur lequel il se trouve si celui-ci en fait la demande et ce dans un délai de deux heures.
Un magistrat doit notifier les crimes hors de sa juridiction dont il a connaissance.

Juridiction des magistrats de Jade

Pacte avec des créatures de l'Outremonde
Incursions de créatures de l'Outremonde
Corruption et Souillure par l'Outremonde
Blasphèmes organisés ou rituels obscènes
Fugitifs ou hors-la-lois selon les critères ci-dessus.

Devoirs des magistrats de Jade

Un magistrat doit notifier toute accusation à la famille et au supérieur de l'accusé.
Un magistrat doit fournir un rapport de ses activités en cours au maître du domaine sur lequel il se trouve si celui-ci en fait la demande et ce dans un délai de deux heures.
Un magistrat doit notifier les crimes hors de sa juridiction dont il a connaissance.

Restrictions de la magistrature

Un magistrat impérial ne doit pas traiter d'affaires de portée limitée, qui sont du ressort des magistrats de Clan.
Un magistrat impérial ne peut ni autoriser ni refuser une vendetta légale
Sauf ordre de son Champion, un magistrat ne peut lever de troupes
Un magistrat impérial ne peut accepter de dons ou d'argent dans le cadre de ses fonctions

Droits de la magistrature

Le magistrat a droit de question sur les personnes de rang de Gloire inférieur. Il ne peut questionner une personne de rang supérieur que sur production d'un « Ordre d'apparence ».
Un magistrat peut rédiger un ordre d'apparence, sur lequel doit figurer de manière détaillée le crime et qui doit être signé par lui-même ainsi que par le maître du domaine ou le Champion d'émeraude ou un des ses porte-paroles directs.
Un magistrat a le droit de réquisitionner des troupes auprès d'un Daimyo locale, sur présentation d'une justification écrite détaillée et signée, une compensation financière devant également être produite.
Enfin, le magistrat a droit de sentence sur confessions écrites ou transcrites. Les sentences possibles sont les suivantes : pendaison pour les étas, heimins et hinins ; pour les samourais : décapitation, amende, déshonneur public. Pour un samourai, il est toujours proposé le seppukku comme alternative à la sentence (ce n'est par contre pas le cas pour les ronins).

Sont considérés comme méritant une peine de mort immédiates certains crimes, pour les autres (et ce sera en jeu le cas le plus courant, voire le seul), une amende et/ou un déshonneur public suffisent. En effet, ceux-ci amènent une perte de points de face, qui peut alors ou non déboucher sur le seppukku ou le fait d'être fait ronin, punitions dans les

deux cas considérées comme exemplaires.

Crimes pouvant mériter une décapitation immédiate :
S'attaquer à l'Empereur ou à un de ses représentants directs.
S'attaquer à son Daimyo ou un de ses représentants directs.
Pacte avec des créatures de l'Outremonde.
Pratique de rituels obscènes (maho-tsukai notamment).

Rappel de quelques édits impériaux

Le Clan du Scorpion n'existe plus, il ne doit pas être fait mention de son existence. Ses noms et noms de famille ne doivent plus être utilisés pour désigner qui que ce soit de vivant. Les personnes suivantes gardent le droit de porter leur nom : Bayushi Kachiko, Impératrice de Rokugan ; Bayushi Aramasu ; Bayushi Goshiu ; Bayushi Yojiro.

Le commerce de l'Opium raffiné en tant que drogue est interdit au sein de l'Empire.

L'utilisation d'armes gaijin est interdite, notamment d'armes à feu.

L'enseignement ou l'apprentissage de techniques et de connaissances gaijin est interdit.

Nul ne peut porter de nom de famille ou de mon qui n'ait pas été assigné par décret impérial et qui soit enregistré dans les archives impériales (tenues par la famille Miya).

La famille Akodo n'existe plus. Le nom Akodo ne peut plus être utilisé qu'en référence au kami. Akodo Kage a le droit de conserver son nom mais celui-ci ne sera pas transmis à ses descendants.

Les ninja n'existent pas.

La carte de l'Empire établie par Hantei XVII et les frontières qu'elle détermine entre les Clans est exacte.

Seul l'Empereur peut avaliser l'attribution d'un territoire à un clan, de la même manière qu'il est seul à pouvoir légitimer la vassalisation d'une famille à un Champion.

Le ronin Yotsu pourra transmettre à ses enfants son nom, ainsi que son appartenance à l'Ordre Céleste. Les représentants de sa famille seront toujours reçus à la Cour Impériale.